

profil



©IFAD/ Michael Carbon

Évaluation de la stratégie et du programme de pays de la République du Cameroun

Depuis 1980 le Fond international de développement agricole (FIDA) a été un partenaire fiable, dynamique et inventif pour confronter le défi de la réduction de la pauvreté rurale dans la République du Cameroun. Aujourd'hui, ce défi est agrandi par les effets du changement climatique ainsi que des conflits violents dans les pays voisins qui sont devenus palpables au niveau économique et social dans le pays. Cependant, le FIDA a soutenu les efforts du Gouvernement camerounais en augmentant les ressources de ses programmes de développement rural.

Sur la dernière décennie, les indicateurs sociaux du Cameroun, liés à la pauvreté rurale ont stagné, voire se sont détériorés et aujourd'hui la pauvreté atteint près de 57 % de la population rurale dont 10 % vit dans l'insécurité alimentaire.

Depuis 1980, le FIDA a financé onze projets au Cameroun avec un coût total estimé à 374,3 millions d'USD, et une contribution financière du FIDA de 143,1 millions d'USD. Cette première évaluation de la stratégie et du programme de pays du FIDA menée par le Bureau indépendant d'évaluation (IOE) couvre la période de 2007 à mai 2017. Son objectif était d'évaluer les résultats et la performance du programme financé par le FIDA, et de générer des recommandations pour le futur partenariat entre la République du Cameroun et le FIDA pour une plus grande efficacité de développement et la réduction de la pauvreté rurale.

Constats principaux de l'évaluation

Sur ces dix dernières années, le programme de pays a mis en œuvre diverses approches de développement rural (développement local, développement agricole, organisation des producteurs, filières agricoles, finance rurale, entrepreneuriat des jeunes ruraux) qui étaient bien alignées avec les stratégies du Gouvernement et du FIDA. Il s'est attaqué à des contraintes réelles rencontrées par les ruraux pauvres, ciblant les régions les plus pauvres du pays du Nord, de l'Extrême Nord, du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest. Toutefois, le contexte du pays n'a pas été suffisamment pris en compte dans la conception des projets, souvent trop ambitieuse et complexe.

Le portefeuille de projets a atteint de bons résultats sur le plan de l'augmentation de la productivité agricole

de cultures importantes pour les populations rurales pauvres, grâce à une vulgarisation efficace de techniques agricoles et de variétés améliorées. D'autres activités génératrices de revenu, en amont et aval de la production ont été soutenues, souvent réalisées au sein d'organisations de producteurs (OP). Ces deux éléments ont fort probablement eu un impact positif sur les revenus et la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires. Le programme de pays a aussi appuyé de nombreux OP à renforcer leur capacité d'offrir des services à leurs membres, ce qui est important pour la durabilité.

Cependant, l'efficacité et l'efficience limitées des projets, associées à une gestion des savoirs et un engagement sur les politiques insuffisants au niveau du programme de pays, ont réduit la profondeur et l'étendue de l'impact. L'efficacité du portefeuille a été entravée par des retards importants et l'efficience des projets a été réduite à cause de coûts d'opération excessifs et d'une gestion financière peu prudente.

Le ciblage des populations rurales les plus vulnérables n'a pas été effectif dans les projets et leur attention pour les questions d'égalité hommes-femmes a été limitée. De plus, le focus des projets semble s'éloigner progressivement des ruraux les plus pauvres et vulnérables. Par ailleurs, la durabilité des acquis et la mise à échelle des innovations sont peu probables. La simplification fréquente des approches conceptuelles de développement, et les faibles efforts de consolidation, suivi-évaluation et gestion des savoirs, ont limité les opportunités pour mettre au point des approches de réduction de la pauvreté rurale performantes.

Le leadership du Gouvernement dans les mécanismes de coordination et de concertation dans le secteur rural était insuffisant, et les politiques publiques en faveur des petits producteurs agropastoraux pauvres ont peu progressé. Le Bureau pays du FIDA à Yaoundé, qui couvre trois pays de la sous-région, est absorbé par la supervision et l'appui à la mise en œuvre des projets, et ne dispose que de très peu de temps pour appuyer les projets dans la gestion des connaissances, nouer des partenariats stratégiques et s'engager dans un dialogue avec le Gouvernement et ses partenaires sur les politiques de développement rural.

CAMEROUN EN CHIFFRES

Population : **23 millions** (est. 2017)

Population rurale : **47 %** (2016)

Taux de croissance du produit intérieur brut : **5,8 %**

Proportion du nombre de pauvres national : **37,5 %** (2014)

Espérance de vie à la naissance : **55,5 ans**

Indice de développement humain : **0,512** (2015)

Nombre total des projets financés par prêt : **11**

Montant des emprunts FIDA approuvé depuis le premier emprunt au pays : **143,1 millions d'USD**

Sources: Banque Mondiale; Programme des Nations Unies pour le développement.

Recommandations principales

- 1. Poursuivre les deux approches phares du programme de pays d'appui à l'organisation des producteurs (OP) et de développement de l'entrepreneuriat rural des jeunes, tout en continuant la promotion de l'accès des ruraux pauvres aux services financiers adaptés.** Le FIDA et le Gouvernement devraient poursuivre la consolidation des OP notamment en matière de gestion des infrastructures et équipements collectifs. Les projets de promotion de l'entrepreneuriat rural devraient se concentrer sur la mise en place de dispositifs d'incubation durables et de mécanismes de financement des (très) petites entreprises rurales.
- 2. Assurer l'inclusion des populations rurales très pauvres et vulnérables dans le programme de pays, afin de combattre les inégalités, en améliorant le ciblage géographique et social des interventions.** La couverture du portefeuille devrait rester centrée sur les régions les plus pauvres du pays. La stratégie genre des projets devraient s'attaquer directement aux inégalités économiques et sociales entre les hommes et les femmes. Dans les programmes d'incubation entrepreneuriale, le Gouvernement doit prévoir des mesures et moyens spécifiques et une discrimination positive favorisant les jeunes de familles pauvres.
- 3. Assurer que les financements atteignent rapidement et pleinement les populations ciblées, en accélérant le démarrage et la mise en œuvre des interventions et en rationalisant les coûts de fonctionnement.** Il est impératif que le Gouvernement assure que les équipes de projets aient de meilleures capacités de planification et gestion axée sur les résultats. Le Gouvernement devrait faire un contrôle plus strict et le Bureau pays du FIDA devrait être renforcé pour appuyer la gestion fiduciaire des projets.
- 4. Renforcer la performance des projets et la mise à échelle des approches et résultats, par un leadership plus fort du Gouvernement dans la coordination du secteur rural, des partenariats plus stratégiques et un meilleur suivi-évaluation (S&E) des projets.** Le Gouvernement devrait assurer un plus fort leadership dans la coordination des partenaires de développement qui interviennent dans le secteur rural et agricole. Le FIDA et le Gouvernement devraient mieux soutenir les projets en matière de S&E pour contribuer à la gestion et au pilotage des interventions, et à la gestion des savoirs de projets.

Pour en savoir plus:

République du Cameroun, Évaluation de la stratégie et du programme de pays, Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Via Paolo di Dono, 00142 Rome, Italie | www.ifad.org/evaluation | e-mail: evaluation@ifad.org | [www.twitter.com/IFADeval](https://twitter.com/IFADeval) | www.youtube.com/IFADevaluation